les usines du pays devrait s'y fabriquer. L'encouragement et la récompense accordés au travail devraient bénéficier au Canada. Remplacez ce dollar par des millions et cela prendra une importance énorme.

Le premier ministre qui nous a parlé de l'élan formidable imprimé à notre commerce extérieur, aurait dû faire un pas de plus et s'appesantir sur l'accroissement de nos importations d'articles fabriqués ou ouverts en partie, et dont une grande quantité pourrait être produite au pays par nos artisans, de manière à y attirer et à y retenir l'immigration.

Je crois que les uns disent parfois que la protection n'est d'aucune utilité pour le cultivateur parce que c'est le marché étranger qui est le régulateur des prix. Or, cela est vrai et, pourtant, il y a lieu de faire de nombreuses restrictions. Le marché étranger, disons Londres, fixe les prix de vos principaux produits, mais occupons-nous d'un cultivateur ordinaire. En tenant compte de la totalité des exportations en Angleterre, il n'en est pas moins vrai que la plus grande partie de ses produits doit s'écouler au pays même. Ou ce sont des articles périssables, ou le marché le plus rapproché est d'un accès plus facile et, sans le marché national, le cultivateur ne saurait jouir de la prospérité. Je prends pour acquis que, même en augmentant nos exportations à l'étranger, en procurant les plus grandes facilités à ceux qui désirent diriger la plus grande partie de nos produits vers de nouveaux débouchés et réaliser les meilleurs bénéfices, le Canada ne jouira jamais d'une prospérité réelle et stable, si vous ne favorisez pas le placement des autres dix-neuf vingtièmes de nos productions qui doivent s'écouler au pays et dont le cours ne dépend guère du marché extérieur. Je dis donc que la protection est un bienfait pour le marché national parce qu'elle attire l'immigration, occupe les bras et remplit les bourses des travailleurs, et que le salaire de l'ouvrier lui permet d'acheter les produits du cultivateur et de la petite industrie, ce qui est un élément de la prospérité nationale.

Par conséquent, j'espère que, lorsque le tarif sera déposé, il ne manquera d'offrir un rempart puissant à notre industrie, pour lui permettre de conserver son rang parmi les autres nations. J'espère aussi qu'il fermera la porte à beaucoup d'importations d'articles ouverts, en faveur de nos établissements et foyers industriels dont l'activité ne fera qu'augmenter.

Je caresse une autre espérance. J'espère que le ministre des Finances (M. Fielding) adhèrera à la déclaration qu'il a faite à Yarmouth et que les subventions seront supprimées dans le plus bref délai possible. Elles sont, à mes yeux, le moyen le plus pernicieux qu'on puisse imaginer de favoriser la prospérité industrielle et les progrès du pays. Ces subventions aident temporairement le particulier ou la compagnie mais, après plusieurs années, si vous les re-

tranchez, l'industrie se retrouve au point de départ, si elle n'a pas trouvé sur le territoire national assez de protection pour lui permettre de soutenir la concurrence contre l'importation de produits semblables.

Ainsi, en dernière analyse, le moyen le plus économique, le meilleur et le seul durable, de favoriser vos propres intérêts, d'encourager l'industrie, d'assurer le bien public, c'est la protection découlant du tarif douanier. Elle vaut mieux que le paiement, à titre de primes, de grosses sommes d'argent qui font une saignée au trésor et n'ont aucun résultat durable et permanent. En tant qu'expédient, ces primes peuvent être utiles; en tant que solution définitive, elles sont contraires aux principes de l'économie politique, et c'est plutôt une perte qu'un gain pour le pays que de vouloir encourager par ce moyen les établissements industriels.

Je constate que le discours du Trône ne mentionne pas le dépôt d'un projet de loi sur les assurances. Est-ce à dire qu'il n'y aura pas de prescriptions législatives sur ce grave sujet, cette année? Je l'ignore, mais je le regretterais. Il y a dix mois que la commission a été créée, si je ne me trompe. En égard au travail qu'elle avait à faire au Canada, ses travaux devraient être terminés et elle aurait dû présenter son rapport au cabinet à la rentrée des Chambres au plus tard. De cette manière, les députés auraient pu, pendant les vacances et avant l'encombrement des affaires, prendre connaissance des dépositions et des conclusions des commissaires et prendre une décision au sujet des mesures à adopter. En l'état, ce rapport ne pourra être déposé qu'en janvier, ou peut-être, en février. Alors, au milieu des traces de la session, il sera impossible de l'étudier et de le peser avec tout le soin que requiert la préparation d'une loi sur un sujet d'une telle importance. Je regrette que la commission n'ait pas fait diligence, soit sorti du cadre de ses attributions et n'ait pas, en diminuant les ajournements, préparé son rapport pour la rentrée des Chambres afin de permettre aux députés de peser ces questions et de prendre une décision au sujet d'un projet de loi d'une extrême importance.

Je m'unis à celui qui a proposé l'adresse (M. Pardee) pour féliciter le très honorable premier ministre (sir Wilfrid Laurier) à l'occasion du 65^e anniversaire de sa naissance. Parfois, on n'aime pas s'entendre rappeler la fuite des années, et j'ai cru dans le moment qu'on touchait à une corde délicate. Nous nous réjouissons de voir l'honorable premier ministre, au lendemain de son 65^e anniversaire, en bonne santé et plein de vigueur.

M. W. F. MACLEAN (York-sud) : Les résolutions soumises à la Chambre et les commentaires de ceux qui nous ont adressé la parole aujourd'hui ont trait à certains sujets dont je désire vous entretenir pendant quelques instants. Je veux aussi traiter,